

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 147 | 10-16 avril 2023

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 34 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

14 avril : Des rapports ont révélé que les autorités refusaient la libération conditionnelle à au moins 9 prisonniers politiques pour des motifs arbitraires tels que l'absence de remords. Certains des prisonniers sont emprisonnés depuis 30 ans.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

11 avril : Les gendarmes de Şanlıurfa sont intervenus dans une manifestation contre le projet de construction d'une centrale solaire, arrêtant 3 personnes.

11 avril : Un tribunal d'Izmir a décidé d'acquitter une personne de 18 ans qui avait été jugée pour avoir distribué des tracts à l'occasion de la Journée internationale de la femme.

11 avril : La Cour constitutionnelle a ordonné à l'État de verser des dommages et intérêts à une femme qui a reçu une balle dans la tête avec une cartouche de gaz lacrymogène tirée par la police lors d'une manifestation en 2013.

14 avril : La police de Hakkari a brièvement détenu 15 personnes en raison de leur participation à une manifestation.

15 avril : La police d'Istanbul est intervenue dans une manifestation de sensibilisation aux incidents de disparition forcée des années 1980 et 1990, détenant brièvement 12 militants.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

10 avril : Un procureur d'Istanbul a requis une peine de prison pour le journaliste Cengiz Çandar en raison d'un tweet publié en 2017.

11 avril : La police de Bursa a arrêté un membre d'un parti d'opposition pour avoir apposé des autocollants à contenu politique sur des produits dans un supermarché.

11 avril : La police de Tekirdağ a brièvement détenu 10 personnes en raison des slogans qu'elles scandaient et des

foulards qu'elles portaient lors des célébrations du Newroz en mars.

11 avril : Les procureurs d'Izmir ont requis jusqu'à 4 ans de prison pour l'artiste visuel Berkay Kahvecioğlu, accusé d'avoir insulté le président dans un tableau.

11 avril : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à 2 reportages et à 1 tweet sur des allégations selon lesquelles le président et son fils exerçaient un contrôle étroit sur la chaîne de télévision publique TRT.

11 avril : Un tribunal d'Ankara a décidé d'acquitter l'ancien dirigeant d'une ONG, Gani Kaplan, qui a été jugé pour diffusion de propagande terroriste en raison de publications sur les réseaux sociaux ainsi que d'un discours prononcé lors d'un événement.

12 avril : Des rapports ont révélé que les procureurs turcs avaient lancé 7 600 enquêtes sur des individus accusés d'avoir insulté le président en 2022.

13 avril : Un tribunal d'Istanbul a condamné le musicien Ali Baran à 2 ans et 6 mois de prison pour diffusion de propagande terroriste sur les réseaux sociaux.

13 avril : La police d'Antalya a arrêté 4 personnes en raison des slogans qu'elles ont scandés lors des célébrations du Newroz en mars.

13 avril : Un tribunal d'Istanbul a décidé d'acquitter le journaliste Levent Gültekin qui a été jugé pour avoir insulté le président.

14 avril : Un tribunal d'Istanbul a condamné le journaliste Merdan Yanardağ à 7 mois et 15 jours de prison pour avoir dénigré l'État dans une chronique d'opinion qu'il a rédigée.

14 avril : La police d'Antalya a brièvement détenu la journaliste kurde Dilan Akyol pour des accusations liées au terrorisme.

14 avril : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à au moins 3 reportages sur des allégations impliquant la journaliste pro-gouvernemental Hilal Kaplan.

14 avril : un tribunal d'Ankara a émis une injonction concernant l'amende et l'interdiction de diffusion imposées à la chaîne de télévision Halk pour avoir promu un livre écrit par le politicien kurde emprisonné Selahattin Demirtaş.

15 avril : La police d'Istanbul a brièvement détenu la défenseuse des droits humains Eren Keskin en raison de ses publications sur les réseaux sociaux.

15 avril : Les procureurs de Mardin lancent une enquête sur le journaliste kurde Ahmet Kanbal en raison de reportages qu'il a publiés. Kanbal a été convoqué par la police pour un interrogatoire dans le cadre de l'enquête.

16 avril : Un tribunal d'Ankara a décidé de bloquer l'accès à 2 reportages couvrant des allégations de maltraitance d'enfants impliquant un homme d'affaires proche du gouvernement.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

11 avril : La police a arrêté 9 avocats récemment diplômés de la faculté de droit en raison de leurs liens présumés avec le mouvement Gülen. L'opération a été ordonnée par les procureurs d'Istanbul.

MINORITÉ KURDE

11 avril : Un tribunal de Mersin a prononcé une peine de 7 ans et demi de prison pour terrorisme contre le villageois kurde Osman Şiban qui aurait été jeté d'un hélicoptère militaire et battu par les forces de sécurité en 2020.

11 avril : La police de Tekirdağ a brièvement détenu 10 personnes en raison des slogans qu'elles scandaient et des foulards qu'elles portaient lors des célébrations du Newroz en mars.

13 avril : La police d'Antalya a arrêté 4 personnes en raison des slogans qu'elles ont scandés lors des célébrations du Newroz en mars.

14 avril : La police d'Antalya a brièvement détenu la journaliste kurde Dilan Akyol pour des accusations liées au terrorisme.

14 avril : un tribunal d'Ankara a émis une injonction concernant l'amende et l'interdiction de diffusion imposées à la chaîne de télévision Halk pour avoir promu un livre écrit par le politicien kurde emprisonné Selahattin Demirtaş.

15 avril : Les procureurs de Mardin lancent une enquête sur le journaliste kurde Ahmet Kanbal en raison de

reportages qu'il a publiés. Kanbal a été convoqué par la police pour un interrogatoire dans le cadre de l'enquête.

CONDITIONS CARCÉRALES

10 avril : Un détenu nommé Ufuk Akçekaya a perdu la vie dans une prison d'Izmir. Les autorités ont annoncé que la cause du décès était un suicide.

13 avril : Une prison d'Ağrı a limité les droits de visite des prisonniers politiques et leur a refusé les appels vidéo. Des rapports ont également révélé que la prison fournissait des repas de mauvaise qualité et limitait l'accès à l'eau chaude. Les responsables de la prison ont confisqué les livres et les projets écrits des détenus.

14 avril : Une prison d'Adana a refusé l'hospitalisation des détenus qui refusaient de subir des fouilles buccales.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

10 avril : La police d'Osmaniye a agressé physiquement une personne nommée Ganivar Eye au cours d'une discussion.

11 avril : La police de Şırnak a physiquement maltraité un homme du nom de Faruk İverendi lors d'une perquisition.

11 avril : Des rapports ont révélé qu'une prison d'Ankara gardait le détenu Hüseyin Karaoğlan dans une cellule individuelle et ne lui fournissait ni télévision ni radio.

11 avril : Un tribunal de Mersin a prononcé une peine de 7 ans et demi de prison pour terrorisme contre le villageois kurde Osman Şiban qui aurait été jeté d'un hélicoptère militaire et battu par les forces de sécurité en 2020.

14 avril : Les gardiens d'une prison d'Adana ont agressé physiquement le détenu Hacı Alağaç.

14 avril : Des rapports ont révélé qu'une prison d'Ağrı maintient le prisonnier politique Alpaslan Kuytul dans une cellule individuelle et le prive de contacts sociaux et sportifs avec d'autres détenus. Chef d'un groupe religieux, Kuytul a été emprisonné suite à ses critiques virulentes du gouvernement.